

Semaine du 2 au 8 mars 2009

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

Numéro 7

The logo for Politeia is written in a blue, elegant cursive script. The 'P' is large and ornate, with a small figure of a person standing inside its loop. The word 'Politeia' follows in a similar cursive style.

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

Sommaire

☒ France politique

- Réforme territoriale
- OTAN
- Projet de loi sur la vente d'alcool

☒ France société

- Crise antillaise

☒ Europe

- Crise du gaz en Europe ?
- Crise économique

☒ Etats-Unis

- Rencontre bilatérale Clinton (US)/Lavrov (Russie)

☒ Brèves

France Politique

⇒ Réforme territoriale

PARIS, 5 mars 2009 (AFP) - La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a estimé jeudi que les propositions du comité Balladur permettront de simplifier les structures territoriales et de faire des économies.

1/ Le comité Balladur a-t-il atteint son objectif de simplifier les structures territoriales?

"Le comité Balladur propose une organisation plus simple, rationnelle, efficace de nos structures territoriales, où le citoyen sait qui fait quoi, où les élus ont de la visibilité. Il ne propose pas de supprimer l'un de nos échelons territoriaux, mais de clarifier les compétences.

De même, il leur offre la capacité de mieux s'articuler, à travers l'intercommunalité, les métropoles et le rapprochement des modes d'élection.

Sur le regroupement des collectivités, je suis favorable à le simplifier comme cela est proposé, mais pas question de fusionner contre leur volonté des régions, départements ou communes.

Il faudra achever l'intercommunalité, nécessaire pour simplifier et améliorer l'action.

A travers les métropoles, l'objectif poursuivi est de mettre en place un cadre plus simple, adapté aux besoins urbains. Néanmoins, certains points doivent être approfondis: quelle place et quel mode de désignation pour les représentants des actuelles communes? Quelle articulation avec le département? Comment travailler avec la région? Je préparerai des réponses dans la concertation avec les élus.

Le rapprochement des élus régionaux et départementaux doit permettre une meilleure articulation des actions de chaque collectivité. Quel mode de scrutin? Quel territoire électoral? Ces questions seront au cœur de la concertation, puis du débat parlementaire".

2/ Comment les propositions du comité Balladur permettent-elles de réaliser des économies?

"La meilleure articulation des collectivités évitera les doublons ou les superpositions. Le rapport propose aussi une réduction du nombre des élus dans certaines structures. L'Etat lui-même devra respecter les compétences exclusives des collectivités, sans y superposer une administration déconcentrée".

3/ La volonté de Nicolas Sarkozy de poursuivre la réflexion sur le Grand Paris ne signifie-t-elle pas son abandon?

"A l'heure où des métropoles mondiales comptent plusieurs millions, voire une dizaine de millions d'habitants, permettre à Paris de tenir toute sa place est indispensable. Les structures doivent découler d'une vision d'ensemble.

Le président a souhaité que les nombreux projets relatifs au Grand Paris soient étudiés et lancés rapidement. Les structures aptes à les porter en découleront.

Cela ne signifie nullement que nous resterons dans la situation actuelle. Au contraire, le président a bien rappelé sa volonté de voir aboutir ce projet". [\[Retour\]](#)

⇒ OTAN

PARIS, 5 mars 2009 (AFP) - François Fillon a décidé jeudi d'engager la responsabilité de son gouvernement sur la politique étrangère, et donc sur l'épineux dossier du retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, à un moment où les gaullistes donnent de la voix contre cette décision.

S'il était mis en minorité lors du vote le 17 mars, le gouvernement chuterait. Une hypothèse très improbable au regard de la large majorité dont dispose l'UMP à l'Assemblée nationale.

C'est la seconde fois depuis son arrivée à Matignon que François Fillon engage sa responsabilité devant l'Assemblée: il l'avait fait une première fois le 3 juillet 2007 sur sa politique générale, peu après sa nomination à Matignon par Nicolas Sarkozy.

Voulu par le chef de l'Etat, le retour de la France dans l'Otan "s'inscrit dans le cadre d'une politique globale destinée à renforcer notre sécurité et à développer l'influence et le rayonnement de la France en Europe et dans le monde", écrit le Premier ministre dans une lettre, rendue publique par Matignon, aux chefs de file PS à l'Assemblée et au Sénat, Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel.

"La place de la France dans l'Otan ne constituant qu'un des éléments contribuant à la cohérence de notre politique étrangère, c'est donc sur cette politique que le gouvernement entend saisir le Parlement", ajoute-t-il.

Conformément à ce qu'exige l'article 49.1 de la Constitution, M. Fillon devra demander lors du prochain Conseil des ministres, le 11 mars, l'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement. Le 17 mars, il présentera sa politique, à la suite de quoi les députés débattront puis voteront.

En demandant à l'Assemblée de se prononcer, François Fillon répond favorablement à une demande des parlementaires socialistes pour qui la représentation nationale devait pouvoir pleinement s'exprimer sur ce "retournement stratégique".

Le Premier ministre, qui avait déjà fait savoir que cette procédure avait ses faveurs lors d'une réunion avec les députés UMP le 17 février, se donne aussi l'occasion de ressouder sa majorité avec un dossier décrié par une partie d'entre elle.

Comme avant eux de nombreux députés, deux ex-Premiers ministres, Alain Juppé et Dominique de Villepin ont ouvertement critiqué Nicolas Sarkozy à propos de cette question du retour total de la France dans l'Otan.

M. de Villepin a dégainé le premier, jugeant que ce serait "une faute".

Alain Juppé s'est "interrogé sur l'utilité qu'il y a" pour la France à "sauter le pas": "le seul intérêt est symbolique".

Mais les proches de M. Villepin, qui avait prévu de donner de la voix le 1er avril sur ce sujet, se voient désormais couper l'herbe sous le pied.

"Je ne crois pas qu'il manquera des voix. Il s'agit là d'un engagement de responsabilité du gouvernement. Notre majorité est profondément soudée autour du président et du gouvernement ce qui n'empêche pas les débats", a déclaré à l'AFP le chef des députés UMP, Jean-François Copé.

Ce n'est "pas un vote pour l'Otan mais un vote de cohésion majoritaire", a estimé aussi Hervé Mariton, député villepiniste atlantiste.

Prenant "acte" de la décision de François Fillon, Jean-Marc Ayrault a "souhaité que ce débat dispose de tout le temps nécessaire pour permettre à toutes les opinions de s'exprimer, notamment celles qui à gauche et dans la majorité ne partagent pas la dérive atlantiste du Président de la République".

Les députés PCF ont demandé "que le peuple puisse s'exprimer par voie de référendum sur cette question d'importance". [\[Retour\]](#)

⇒ **Projet de loi sur la vente d'alcool**

PARIS, 6 mars 2009 (AFP) - Roselyne Bachelot s'est défendue de vouloir instaurer une "société de prohibition et d'abstinence" face aux députés des régions viticoles qui ont tiré à boulets rouges contre le volet prévention de l'alcoolisme des jeunes de son texte santé, dans la nuit de jeudi à vendredi à l'Assemblée.

"Mon projet vise le phénomène désastreux de l'alcoolisation des jeunes", a ajouté la ministre de la Santé en défendant l'article 24 du texte "Hôpital, patients, territoire, santé".

Dans ce projet de loi, Mme Bachelot souhaite interdire les ventes au forfait (opens-bars) qui favorisent le "binge drinking" (consommation rapide, ou encore "recherche de la défonce", selon ses propres mots).

Mme Bachelot veut aussi interdire "d'offrir gratuitement à volonté des boissons alcooliques dans un but promotionnel".

Tout en partageant l'objectif de lutte contre l'alcoolisme juvénile, les députés des régions viticoles, UMP comme PS, ont craint que ces mesures ne mettent aussi fin aux dégustations, foires, fêtes, stages oenologiques...

Pour "lever" ce doute, le président UMP de la commission des Affaires économiques, Patrick Ollier, a défendu un compromis élaboré tout au long de la journée de jeudi.

Adopté par l'Assemblée, l'amendement maintient l'interdiction "d'offrir gratuitement à volonté des boissons alcooliques dans un but commercial ou de les vendre à titre principal contre une somme forfaitaire", tout en excluant du champ de cette interdiction "notamment les fêtes et foires, stages oenologiques et autres opérations de dégustations, repas vins compris".

Après ce compromis, qui devra être aussi voté lors de la lecture au Sénat, la séance a été levée vers 01h30.

Les députés n'examineront donc que lundi l'autre mesure qui inquiète la filière viticole et ses représentants dans l'hémicycle: la limitation de la vente d'alcool dans les stations-service pour lutter contre l'alcool au volant.

"Le gouvernement acceptera l'amendement pour élargir les plages horaires" de la vente d'alcool "mais il restera ferme sur l'interdiction de la vente d'alcools réfrigérés destinés à une consommation immédiate", a prévenu Mme Bachelot.

Par ailleurs, ces mêmes députés ont aussi demandé une levée de l'interdiction de la publicité pour les vins sur internet.

"Je souhaite résoudre la question de la publicité de l'alcool sur internet tout en m'assurant de la protection des jeunes", a déjà répondu Mme Bachelot.

"En revanche, je m'opposerai à toute modification de la définition de la publicité sur alcool", a-t-elle déclaré en saluant le "bon équilibre" de la loi Evin contre le tabagisme et l'alcoolisme, qui limite fortement la publicité en faveur de l'alcool.

Des députés comme Bernard Perrut (UMP, Rhône) et Daniel Garrigue (ex-UMP, Dordogne) ont aussi demandé de distinguer le vin des alcools forts. [\[Retour\]](#)

France société

⇒ Crise antillaise (Le Figaro)

Après 44 jours de grève générale, c'est le soulagement en Guadeloupe. Le leader du LKP Elie Domota et le préfet Nicolas Desforbes ont signé un accord mercredi soir appelant à «la reprise de l'activité normale». Ce texte, extrêmement détaillé, compte 165 articles, et traite de sujets aussi divers que le prix de la baguette, l'embauche d'enseignants ou l'octroi de billets d'avions à prix réduits. Il récapitule les avancées obtenues par le LKP pour accroître le pouvoir d'achat, mais certains des points du protocole d'accord continueront d'être discutés en commission.

Satisfait par cet accord, Elie Domota a toutefois prévenu : «Aujourd'hui, c'est la lutte qui paye, mais il faut rester mobilisés car il y a beaucoup d'autres combats à mener sur la formation, l'emploi... ». Sur RTL jeudi matin, il a renchéri : «Pour nous, c'est une victoire, mais c'est surtout une première étape». Le leader du LKP appelle précisément à «militer pour l'extension de l'accord Bino dans toutes les entreprises de Guadeloupe». Cet accord, signé par les organisations patronales minoritaires, qui prévoit une augmentation de 200 euros des bas salaires, est annexé en marge de l'accord.

Le président du Medef, Willy Angele, a expliqué qu'au final, «le bonus à la vie chère évoluera entre 200 et 250 euros pour les salaires jusqu'à 1,4 du SMIC». Pour une période de 36 mois, ce montage financier sera financé par les employeurs à hauteur entre 30 et 100 euros en fonction de l'effectif de l'entreprise et de ses capacités financière et par le conseil régional, le conseil général et l'Etat qui prendront en charge la différence. Le Medef local a demandé à ses adhérents «d'appliquer de manière unilatérale la prime sur les bas salaires».

Les mesures de soutien aux territoires d'outre-mer coûteront à l'Etat «200 à 250 millions d'euros», a annoncé le ministre du Budget, Eric Woerth, sur RTL jeudi matin. «La question est de savoir aussi combien ça rapporte», a-t-il ajouté. «Si c'est uniquement payer pour voir et pacifier le territoire, ça ne sert à rien. Ce qui compte c'est que la Guadeloupe revienne sur des bases nouvelles.»

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo s'est réjoui de l'accord de sortie de crise après un «chemin long et douloureux». Le préfet Nicolas Desforbes s'est quant à lui dit «soulagé, ému et content». «Je crois que ce soir c'est un nouveau départ qu'il faut donner à la Guadeloupe», a-t-il lancé. «Il faut qu'elle se remette au travail dès demain, qu'elle rattrape le retard, qu'elle mette les bouchées doubles».

Sans attendre la signature de l'accord, la vie reprenait lentement son cours mercredi à Pointe-à-Pitre, même si beaucoup d'entreprises restaient fermées. Le paiement des jours de grève, ni explicitement acquis, ni proscrit par l'accord, semble laissé à la négociation au sein des sociétés. Le texte recommande simplement que «des réunions soient organisées entre l'autorité d'emploi, les agents et les organisations syndicales représentées dans l'administration et les entreprises concernées, avant toute retenue».

Nouveau front à la Réunion

Le coût de plus de six semaines de grève générale est estimé, selon le Medef-Guadeloupe, «à 1.400 dépôts de bilan et 10.000 à 12.000 licenciements ou destructions d'emplois dans les six mois à venir».

En Martinique, qui est en grève générale depuis un mois, les négociations se prolongeaient toujours mercredi soir. La plupart des magasins demeuraient fermés et les barrages paralysaient toujours l'activité économique.

Par ailleurs, à plusieurs milliers de kilomètres de là, un nouveau front s'est dessiné : un collectif rassemblant une quarantaine d'organisations appelle les Réunionnais à une grève générale reconductible à partir de mardi prochain, contre la vie chère. Deux manifestations à Saint-Denis et Saint-Pierre, au nord et au sud de l'île, ont rassemblé 35.000 personnes selon les organisateurs, 12.000 selon la préfecture.

[\[Retour\]](#)

Europe

⇒ Crise du gaz en Europe ?

MOSCOU, 5 mars 2009 (AFP) - Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a agité jeudi le spectre d'un nouvel arrêt des livraisons de gaz russe à l'Ukraine et l'Europe, au lendemain d'une opération inédite des services de sécurité ukrainiens au siège de la société Naftogaz à Kiev.

M. Poutine a averti que des "tentatives de saisir l'accord de transit" de gaz conclu fin janvier entre Moscou et Kiev, après une crise gazière qui avait fortement affecté plusieurs pays européens, pourraient provoquer une nouvelle interruption du gaz russe à destination du Vieux continent.

Le chef du gouvernement russe faisait référence à l'irruption mercredi au siège de Naftogaz d'agents des services de sécurité ukrainiens (SBU) armés et encagoulés, qui a marqué une nouvelle aggravation du conflit entre le président ukrainien, Viktor Iouchtchenko, et son Premier ministre, Ioulia Timochenko.

A Bruxelles, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est dit "très inquiet des dernières déclarations" de l'Ukraine et de la Russie, notamment celles de M. Poutine, qui a menacé d'une nouvelle interruption des livraisons de gaz russe à l'Europe, dont 80% des livraisons transitent par l'Ukraine.

A en croire Naftogaz, les agents du SBU auraient tenté de saisir les originaux des contrats conclus le 19 janvier entre la société ukrainienne et Gazprom

M. Poutine s'est dit "très préoccupé" par cette opération menée alors que la Russie avait donné à l'Ukraine jusqu'au 8 mars pour régler sa facture de gaz russe en février.

"Si à la suite des actions menées (au siège de Naftogaz) ce paiement n'est pas effectué, cela conduira à l'arrêt de nos livraisons pour les consommateurs ukrainiens et peut-être aussi pour les Européens", a également déclaré M. Poutine.

Peu après cette menace, Naftogaz a annoncé avoir payé les 360 millions de dollars (287 millions d'euros), comme le réclamait Moscou.

"Naftogaz a payé 100% des livraisons de gaz pour février", a indiqué un porte-parole de la société ukrainienne, Iliia Savvine.

Le groupe Gazprom, contrôlé par l'Etat russe, a confirmé avoir reçu ce montant.

Ces nouvelles tensions russo-ukrainiennes interviennent sur fond de rivalités importantes entre les deux plus hauts personnages de l'Etat ukrainien et de crise économique.

Les services de sécurité ukrainiens (SBU), sous la tutelle de M. Iouchtchenko, ont affirmé s'être rendus chez Naftogaz dans le cadre d'une "enquête judiciaire sur la prise de possession illégale par des responsables de cette société de 6,3 milliards de mètres cubes de gaz".

Cette opération spectaculaire a été lancée au moment où le Premier ministre ukrainien effectuait une visite en France. Depuis Paris, Mme Timochenko s'est empressée de condamner cette opération "cynique", accusant indirectement M. Iouchtchenko de "paralyser" la société publique des hydrocarbures.

Le Premier ministre ukrainien avait approuvé les contrats conclus par Gazprom et Naftogaz, alors que M. Iouchtchenko les a dénoncés, estimant qu'ils étaient contraires aux intérêts nationaux.

La Russie avait suspendu le 1er janvier ses livraisons de gaz à l'Ukraine en raison d'arriérés de paiement et d'un désaccord sur le prix. Quelques jours plus tard, à la suite d'une décision de M. Poutine, la Russie avait suspendu ses livraisons à l'Europe, accusant Kiev de siphonner le gaz destiné au Vieux continent. [\[Retour\]](#)

⇒ Crise économique

PARIS, 5 mars 2009 (AFP) - L'année 2009 s'annonce désastreuse pour l'économie de l'Europe, promise à une grave récession selon la Banque centrale européenne, dont les efforts de baisse des taux, conjugués à ceux de la Banque d'Angleterre, ont été impuissants à enrayer la rechute des marchés.

Plusieurs indicateurs déprimants se sont cumulés jeudi: en tête la prévision de croissance 2009 pour la zone euro, publiée par la BCE, qui pronostique une chute du PIB de 2,7%, bien plus forte que le recul de 2% craint par les analystes.

L'office de statistiques européen a aussi confirmé que l'économie en zone euro s'était contractée de 1,5% au dernier trimestre 2008.

Autres mauvaises nouvelles, l'Espagne a annoncé une chute de 20,2% de sa production industrielle en janvier, et la France une hausse du chômage à 7,8% au 4e trimestre -- plusieurs institutions et économistes parient même sur 10% en 2010.

De quoi faire oublier l'embellie du rebond de 1,95% de la Bourse de Tokyo jeudi.

En outre, en Allemagne, les ventes de détail ont reculé de 0,6% en janvier et au Japon, les investissements des entreprises ont reculé de 17,3% sur un an au 4e trimestre 2008, la plus forte chute jamais enregistrée.

La plus grosse déception est venue de Chine, quand le Premier ministre chinois Wen Jiabao n'a annoncé aucun plan supplémentaire de relance, alors que les marchés imaginaient des injections de l'ordre de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Les efforts des banques centrales pour rendre le crédit moins cher en Europe et même faire tourner la planche à billet ont été accueillis avec une complète indifférence.

Comme prévu, la Banque d'Angleterre ainsi que la BCE ont abaissé leurs taux directeurs chacune d'un demi-point, les ramenant à des plus bas historiques (respectivement 0,50% et 1,50%).

La Banque d'Angleterre a aussi dégainé l'arme ultime, en se lançant dans la création monétaire, et la BCE a envisagé de l'imiter.

Le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet a promis de faire encore davantage, en déclarant que le taux directeur pourrait "descendre plus bas". Ce qui a eu pour principal effet de faire dégringoler l'euro sous les 1,25 dollar.

Les nouvelles venues des Etats-Unis n'étaient guère plus rassurantes. Pour la cinquième semaine consécutive le pays a compté plus de 600.000 nouveaux chômeurs, plus précisément 639.000 dans la semaine close le 28 février.

C'est un petit peu moins que les 650.000 attendus par les marchés, et moins que le pic de 670.000 de la semaine précédente, mais sur quatre semaines, les nouveaux chômeurs américains marquent un plus haut depuis octobre 1982. Au 21 février, les Etats-Unis comptaient 5,106 millions de chômeurs indemnisés.

Et du côté des entreprises les constructeurs automobiles traversent leur plus mauvaise passe: le géant General Motors a évoqué une possibilité de faillite si Washington ne lui verse pas les milliards de dollars de rallonge qu'il réclame.

Résignées, toutes les places boursières accusaient sévèrement le coup, après leur progression de la veille: à New York vers 16h45 GMT, le Dow Jones reculait de 2,80% et le Nasdaq de 2,56%.

En Europe, la Bourse de Francfort plongeait de 5,02%, celle de Paris de 3,96%, et Londres affichait une baisse de 3,18%. L'Eurostoxx abandonnait lui 4,69%. [\[Retour\]](#)

Etats-Unis

⇒ Rencontre bilatérale Clinton (US) / Lavrov (Russie)

GENEVE, 6 mars 2009 (AFP) - La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton et son homologue russe Sergueï Lavrov se retrouvent vendredi à Genève pour une première rencontre bilatérale au menu chargé, de Iran à l'Afghanistan en passant par la Géorgie, le bouclier antimissile ou encore le désarmement.

"A Genève, je vais discuter avec Lavrov d'un large éventail de dossiers clés sur lesquels nous pouvons coopérer et de ceux sur lesquels nous avons des divergences", a déclaré jeudi à Bruxelles la chef de la diplomatie américaine.

Cette rencontre sera le prélude au premier tête-à-tête des présidents Barack Obama et Dmitri Medvedev prévu le 2 avril à Londres, à l'occasion du sommet des pays du G20 sur la crise économique et financière mondiale.

"Cette rencontre va nous permettre d'examiner tout le spectre de nos relations (...) et de préparer celle des présidents", a déclaré M. Lavrov, quelques jours avant son entretien avec Mme Clinton.

Les relations russo-américaines, tendues sous l'administration Bush, ont d'ores et déjà commencé à se réchauffer, au moins sur la forme, depuis l'arrivée à la Maison Blanche du président démocrate Barack Obama, qui prône une "relance" des relations avec Moscou.

Mais sur le fond, les dossiers restent les mêmes: la nouvelle administration paraît résolue à conserver son projet de bouclier antimissile après avoir semblé hésitante, elle refuse tout comme la précédente l'existence d'une zone d'influence russe en Europe de l'Est et elle défend l'entrée de la Géorgie et l'Ukraine dans l'Otan.

Or la nouvelle administration a tout autant besoin que la précédente du soutien de la Russie sur les dossiers nucléaires iranien et nord-coréen. Déterminée à augmenter leur effort militaire en Afghanistan, les Etats-Unis veulent aussi pouvoir convoier du matériel vers Kaboul via la Russie.

Washington cherche donc à relancer les négociations sur le renouvellement du Traité de réduction des armes stratégiques (START-1) qui expire fin 2009, pour rétablir la confiance avec Moscou.

Mme Clinton a annoncé son intention de faire preuve de "réalisme", notant qu'"il est temps de chercher un nouveau départ" avec Moscou et de reprendre les relations formelles entre l'Otan et la Russie, suspendues après l'opération militaire russe en Géorgie.

"Je pense que dans certains domaines, nous allons trouver un grand potentiel de coopération", a-t-elle noté. "Dans d'autres, nous aurons des divergences et nous tiendrons bon et ils tiendront bon, et nous espérons parvenir à des accords si possible".

Mais dans le même temps, elle a l'intention de presser la Russie de renoncer à vendre des missiles sol-air perfectionnés à l'Iran, notant qu'une telle perspective "constitue une menace pour la Russie aussi bien que pour l'Europe et ses voisins dans la région" du Moyen-Orient.

Elle espère aussi convaincre Moscou de participer au projet de bouclier antimissile que les Etats-Unis veulent déployer en Pologne et en République Tchèque pour contrer une éventuelle menace balistique d'Etats comme l'Iran.

"Je crois qu'ils (les Russes) commencent à vraiment admettre qu'il n'est pas dirigé contre la Russie", a-t-elle estimé, en évoquant ce système destiné selon elle à la "défense mutuelle" des Etats-Unis et de l'Europe "au 21e siècle". [\[Retour\]](#)

Brèves

NEW YORK, 5 mars 2009 (AFP) - Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a réitéré jeudi son appel à mettre fin le plus tôt possible au conflit au Sri Lanka sans pertes civiles supplémentaires.

M. Ban "est extrêmement préoccupé par la détérioration de la situation des civils coincés dans le nord du Sri Lanka" par les combats entre l'armée gouvernementale et les LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), déclare un communiqué de son service de presse.

Il "déploie fortement l'escalade du nombre des civils tués dans la zone des combats, parmi lesquels de nombreux enfants".

"Il est urgent de mettre fin à ce conflit sans nouvelles pertes civiles. A cet égard, le secrétaire général renouvelle son appel au gouvernement et aux LTTE à suspendre les hostilités, pour permettre aux civils de quitter la zone des combats et aux secours humanitaires d'arriver jusqu'à eux", poursuit le communiqué.

PARIS, 6 mars 2009 (AFP) - Nicolas Dupont-Aignan (ex-UMP), président de Debout la République, a estimé vendredi que le gouvernement "a décidé d'étouffer tout débat" en engageant sa responsabilité sur le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan.

"Le gouvernement ne voulant pas consulter les Français par référendum ni même organiser un vote simple au Parlement - de peur manifestement d'être désavoué par ses propres troupes - a décidé d'étouffer tout débat en mettant en jeu sa responsabilité", estime le député souverainiste dans un communiqué.

"Il prend ainsi en otage les parlementaires de sa majorité", a-t-il ajouté indiquant que pour sa part il n'hésiterait pas à "mettre en cause la responsabilité du gouvernement sur cette réintégration honteuse, ostensiblement contraire à l'intérêt supérieur du pays".

Le Premier ministre François Fillon a annoncé jeudi qu'il engagerait le 17 mars devant le parlement la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan. [\[Retour\]](#)